



Rives méditerranéennes

15 | 2003

Urbanisation et environnement sur les littoraux nord-méditerranéens

Les jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone

Entre enjeux potentiels et fonctions réelles de l'agriculture urbaine

Jean-Noël Consalès



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/449>

DOI : 10.4000/rives.449

ISBN : 978-2-8218-0028-1

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2003

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Jean-Noël Consalès, « Les jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 15 | 2003, mis en ligne le 05 décembre 2012, consulté le 30 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rives/449> ; DOI : 10.4000/rives.449

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone

Entre enjeux potentiels et fonctions réelles de l'agriculture urbaine

Jean-Noël Consalès

- 1 LE XX^e SIÈCLE aura marqué, en Europe, l'effacement de la Ville au profit de l'avènement généralisé de l'Urbain (Choay, 1994). Dans ce contexte, les frontières sémantiques qui se dressaient hier entre villes et campagnes ainsi qu'entre espaces urbains et espaces ruraux sont désormais de plus en plus floues, de moins en moins pertinentes. Rien d'étonnant alors, à ce que le concept d'agriculture urbaine envisage les zones agricoles intra et péri urbaines comme des composantes à part entière des territoires de l'urbain. Pour les promoteurs de cet oxymore révélateur, l'agriculture urbaine se définit comme « *l'activité agricole dont les ressources, les produits et les services sont ou peuvent faire l'objet d'une utilisation urbaine directe* » (P. Donadieu, 1998). Elle relève, par ailleurs, d'enjeux variés et revêt de multiples formes allant de l'agriculture la plus productive à l'agriculture de loisir (Van Oort, 1994).
- 2 Se définissant comme des « *collectifs de petites parcelles potagères (de 100 à 300 m²), majoritairement situés en zone urbaine et périurbaine, mais dissociés des lieux d'habitation de leurs exploitants qui les mettent en valeur à des fins d'autoconsommation familiale* » (Bergerie Nationale, 1996), les jardins familiaux se présentent comme les véritables laboratoires territoriaux de cette agriculture urbaine (Consalès, 2000). Ces potagers se placent, en effet, en dehors des rapports économiques complexes qui régissent et structurent généralement les espaces agricoles. Ils sont, par ailleurs, mis en valeur pour et surtout par des urbains et apparaissent donc comme un cadre idéal d'expression des attentes de la ville envers l'agriculture de proximité. Ils traduisent, par conséquent, les caractères productifs, sociaux, culturels et environnementaux de l'agriculture urbaine.
- 3 Très présents dans la culture et les tissus urbains des villes du nord de l'Europe Occidentale (Allemagne, Danemark, Suède etc.), les jardins familiaux sont peu connus, peu reconnus et surtout peu développés dans l'Arc Méditerranéen, excepté dans quelques grandes agglomérations industrielles. Ainsi, à Marseille, Gênes et Barcelone, ces potagers

tendent péniblement à s'affirmer dans des contextes urbains complexes. Coincés entre des besoins sociaux de plus en plus soutenus, des politiques territoriales ambiguës et des situations foncières pesantes, ces jardins familiaux témoignent de la difficile concrétisation des enjeux potentiels de l'agriculture urbaine dans l'Arc Méditerranéen.

Les enjeux de l'agriculture urbaine

- 4 Entre utopie et réalisme, le concept d'agriculture urbaine véhicule un projet territorial relevant d'enjeux multiples. Il convient dès lors de les définir afin de mieux comprendre leurs impacts sur la gestion des jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone.

Un enjeu territorial

- 5 Pourquoi ne pas construire les tissus urbains avec les espaces agricoles intra et péri urbains ? Ces derniers ne pourraient-ils pas être considérés comme des outils d'aménagement et d'urbanisme, capables d'organiser durablement le territoire ? (Donadieu, 1998). Tel est résumé, sous forme de questions, l'enjeu territorial d'une agriculture urbaine qui tend désormais à se positionner entre les défis de la ville diffuse et ceux de la ville durable. D'une part, il convient de mettre en exergue le rôle de liaison et de structuration du territoire que peuvent jouer les espaces agricoles au sein d'aires métropolitaines en expansion. D'autre part, il s'agit de valoriser leurs fonctions environnementales et paysagères face aux interrogations écologiques que suscite ce processus d'urbanisation difficilement maîtrisable.
- 6 Car, quelle que soit la forme qu'il revêt ou la dénomination qu'on lui prête (métropolisation, périurbanisation, rurbanisation), ce processus génère une importante pression foncière, véritable contrainte à la pérennité de l'agriculture urbaine. En effet, les zones de culture sont bien souvent perçues comme des réserves de terrains à bâtir, susceptibles d'engendrer de substantielles plus-values. Composer avec ce type de territoire revient alors à tenter de rétablir un équilibre entre le bâti et le non-construit, à instaurer des rapports de complémentarité entre la ville et les espaces agricoles de proximité ainsi qu'à mettre en cohérence des logiques d'acteurs souvent opposées, en favorisant les compromis.
- 7 C'est sur cette base que se sont développées, durant les années 90, de grandes politiques en faveur de l'agriculture urbaine. Malgré des problèmes fonciers particulièrement exacerbés, l'Europe méditerranéenne a produit des exemples notables de projets de protection et de valorisation des espaces agricoles périphériques. L'*Anella Verda*, programme de constitution d'une ceinture verte autour de l'agglomération de Barcelone, ou encore les chartes agricoles des intercommunalités d'Aubagne et d'Aix-en-Provence dans l'aire métropolitaine marseillaise démontrent que, dans l'Arc Méditerranéen, les enjeux territoriaux de l'agriculture urbaine peuvent être mis en avant.

Les enjeux productifs

- 8 Les années 90 ont marqué en Europe l'avènement d'un nouveau type de demande urbaine en terme de production agricole. Ebranlée par les nombreuses « affaires » (pollutions diverses, « vache folle », OGM, etc.) qui ont affecté l'agriculture, une partie de la population

citadine s'est progressivement tournée vers des produits de qualités définies, identifiés parfois à tort, comme sains et supérieurs.

- 9 Depuis, les espaces agricoles intra et péri urbains sont particulièrement sollicités pour répondre à ce nouveau type de demande. Nourrir la ville en s'adaptant à ses marchés demeure donc l'un des enjeux majeurs de l'agriculture urbaine. Cette fonction productive ménage des solutions d'avenir pour les agriculteurs qui décident de ne pas céder à la pression foncière et de continuer à produire au contact de la ville. C'est ainsi qu'en périphérie urbaine, l'on commence à noter des formes d'adaptation à ces nouvelles attentes. Les multiplications de produits référencés, le développement de la culture biologique, les créations d'associations regroupant agriculteurs et consommateurs ou encore l'orientation grandissante des exploitations vers les circuits courts de distribution (vente à la ferme et marchés) sont autant de preuves de ce processus.
- 10 Mais au-delà de la production de denrées alimentaires, les enjeux économiques de l'agriculture urbaine se situent aussi au niveau des « *services marchands liés à une certaine idée de la campagne* » (Fleury et Donadieu, 1997). Distraction, éducation, information et détente sont parmi les produits immatériels que cette agriculture peut aujourd'hui proposer à une population citadine en quête de loisirs et de nature. Dans les zones périurbaines, on peut ainsi, enregistrer une diversification des services liés à l'exploitation (vacances à la ferme, fermes pédagogiques, centres équestres). Peut-on pour autant parler d'une « *tertiarisation* » de l'agriculture urbaine ? La question reste pour l'instant en suspens, même s'il semble désormais acquis que les espaces agricoles ont, aujourd'hui, des fonctions bien plus larges que celles de la simple production.

Les enjeux sociaux

- 11 L'agriculture urbaine repose en grande partie sur la prise en compte de l'émergence, perceptible à l'échelle européenne, d'une nouvelle demande sociale, exclusivement citadine, attachée à une représentation mentale très forte et souvent erronée de la campagne, de la ruralité ou encore de la nature. Confrontées quotidiennement aux dérives de la ville que l'insécurité, la pollution ou encore le stress semblent le mieux définir, les sociétés urbaines européennes transforment peu à peu la campagne en pays imaginaire où la vie est jugée plus agréable (Hervieu et Viard, 1996).
- 12 L'un des enjeux majeurs de l'agriculture urbaine est donc d'ordre social et culturel. Il s'agit en effet pour elle de répondre aux attentes citadines quant à l'authenticité du territoire vécu, de « *rendre la ville habitable* » (Donadieu, 1998) en fonction de critères largement répandus. Elle s'impose, il est vrai, dans l'imaginaire collectif comme la gardienne de traditions passées et de savoir-faire ancestraux. Elle devient, de ce fait, pour les urbains la référence culturelle essentielle de leur lieu de résidence, la mémoire territoriale d'un passé idéalisé.
- 13 Forte de ces caractères, elle s'impose également en vecteur de projets sociaux importants. Face aux méfaits de la crise économique, elle est de plus en plus souvent présentée comme le cadre d'opérations d'insertion ou de réinsertion de populations urbaines défavorisées ou en marge de la société. Les objectifs peuvent être multiples : réhabiliter des chômeurs de longue durée ou des RMistes au rythme de travail grâce aux contraintes imposées par les cultures, donner des repères aux jeunes délinquants, recréer des réseaux sociaux ou encore constituer des nouveaux territoires de reconnaissance sociale.

Les enjeux environnementaux et paysagers

- 14 La ville peut-elle être durable ? Peut-on, en effet, assurer le développement des activités urbaines sans pour autant compromettre l'avenir du territoire ? A ces questions, véritables leitmotivs de l'aménagement actuel, l'agriculture urbaine apporte des réponses cohérentes, à la fois environnementales et paysagères.
- 15 Désormais en quête de racines, de terroirs et d'authenticité, les sociétés urbaines européennes se soucient de plus en plus de leurs cadres de vie et recherchent un environnement harmonieux. Dans ce contexte, l'agriculture urbaine s'impose comme la garante de paysages particulièrement appréciés des citoyens, tant ils rompent avec la monotonie du « tout urbain ». Ses terrains cultivés s'érigent en véritables coupures vertes, lieux de loisir et de détente, qui peu à peu deviennent des « *infrastructures vertes* » (Donadieu, 1998) appartenant à la ville au même titre que d'autres équipements urbains.
- 16 De fait, l'agriculture urbaine peut être mise en exergue pour ses valeurs écologiques. Elle participe tout d'abord à l'amélioration de la qualité de l'air en remplissant des fonctions de poumon vert. Elle joue ensuite un rôle dans la prévention et la lutte contre les risques naturels (incendie, érosion). Elle se présente encore comme une solution de recyclage pour les eaux usées et les déchets organiques de la ville. Elle fournit, enfin, un cadre idéal d'apprentissage de la nature pour un public citoyen varié.
- 17 Plus que son inscription intra ou péri urbaine, c'est l'interaction de tous ces enjeux territoriaux qui définit le mieux l'agriculture urbaine. Celle-ci revêt différentes formes parmi lesquelles les jardins familiaux apparaissent non seulement comme « *une pratique de l'agriculture qui implique moins la recherche d'un revenu monétaire que celle d'un mode de vie* » (Van Oort, 1994) mais encore comme les témoins privilégiés des rapports sociétés urbaines/espaces agricoles de proximité. Comment s'expriment ces relations dans l'Arc Méditerranéen ? L'étude des jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone apportent des éléments de réponses.

Les jardins de Marseille, Gênes et Barcelone : une forme d'agriculture urbaine

- 18 Dans la grande majorité des cas, les jardins familiaux de l'Arc Méditerranéen sont les héritages territoriaux d'un passé plus ou moins proche. Durant le xx^e siècle, ils s'affirment comme des éléments constitutifs de la périphérie urbaine. A cet état de fait correspondent des logiques d'implantation particulières, dépendantes de trois facteurs principaux :
- 19 – la proximité de quartiers industriels et ouvriers ;
- 20 – la présence de terrains libres au cœur de quartiers à vocation agricole ;
- 21 – la présence d'une source pérenne d'approvisionnement en eau.

Les jardins familiaux dans l'Arc Méditerranéen : des héritages territoriaux

- 22 C'est au début du ^{xx}e siècle qu'apparaissent les premiers jardins familiaux à Marseille. Malgré le formidable essor économique que lui confère la Révolution Industrielle, la ville n'échappe pas aux problèmes liés à la pauvreté ouvrière. Face à ces dérives, quelques grands bourgeois catholiques, sensibilisés aux discours de l'abbé Lemire (grand promoteur du mouvement des jardins familiaux en France), créent les premiers groupes de potagers afin de les distribuer gratuitement aux plus démunis. Mais avec les deux guerres mondiales et la crise économique des années 30, ce type d'initiatives privées est très rapidement relayé par le soutien des collectivités territoriales. Réclamés par une population lésée par les rationnements, les potagers urbains deviennent, en effet, un élément essentiel à l'amélioration des conditions de vie. Durant cette période, le nombre de jardins familiaux marseillais se multiplie, atteignant jusqu'à 7 000 parcelles implantées sur la commune en 1945.
- 23 En revanche, durant les « *Trente Glorieuses* », le nombre de jardins familiaux marseillais diminue de plus de 90 %. Comme partout en France, ce déclin s'explique par une forte pression foncière sous-tendue par le puissant processus d'urbanisation qui gagne l'ensemble de la commune. Contrainte de dépasser rapidement les simples programmes de reconstruction d'après-guerre, la municipalité met en place de nouveaux aménagements, tentant ainsi de répondre aux exigences d'une population de plus en plus nombreuse (effets conjugués du baby-boom, du rapatriement des français d'Algérie et de l'accueil de travailleurs immigrés). Dans ce contexte, les jardins familiaux sont soumis à la concurrence du sol et finissent par disparaître en grand nombre. En réalité, seules 775 parcelles, soit inappropriées à l'aménagement, soit âprement défendues par les communautés de jardiniers, échappent à l'urbanisation. Celles-ci constituent aujourd'hui la quasi-totalité des jardins familiaux marseillais.
- 24 Paradoxalement, c'est durant cette période d'urbanisation intense, généralisée à l'échelle européenne, qu'apparaissent les premiers jardins familiaux à Gênes et à Barcelone. L'industrialisation, dont l'essor a été plus tardif en Italie et en Espagne ainsi que l'exode rural qui en découle, expliquent cette situation. Des populations fraîchement arrivées des campagnes méridionales pour jouir de l'essor de l'industrie tentent, en effet, de recréer leur environnement initial en s'appropriant les terrains délaissés par la croissance urbaine.
- 25 A Gênes, par exemple, des groupes de potagers viennent s'immiscer entre les constructions de grands collectifs. Les quartiers populaires excentrés, situés au contact du relief qui circonscrit l'agglomération, ainsi que les axes d'urbanisation que sont les vallées étroites des torrents Bisagno et Polcevera, deviennent les lieux d'implantation privilégiée des « *orti urbani* » (potagers urbains). Au total, ce sont près de 36 ha qui sont consacrés aux jardins familiaux. Il s'agit alors de noter que ces collectifs de potagers ne s'inscrivent pas comme à Marseille dans le domaine associatif mais plutôt dans le domaine privé, voire très souvent dans un cadre illégal. Dans ce cas précis, les groupes de potagers occupent des terrains municipaux vacants ou d'anciennes friches agricoles très difficilement constructibles (en bordure d'autoroute, jouxtant un cimetière ou à flanc de collines). Ce caractère leur assure, de fait, une certaine pérennité.

- 26 Il en va alors de même dans les communes industrielles de la périphérie de Barcelone où les « *horts familiars* » (jardins familiaux) se développent de façon préférentielle sur les terrains non-urbanisables. Les abords de voies ferrées et d'autoroutes ainsi que les lits des *ríos* deviennent des espaces cultivés le plus souvent de manière illégale mais néanmoins tolérés par des édiles locaux, peu enclins à se pencher sur le sort de ces potagers. Ce sont les municipalités de la région de Sabadell-Terrassa, au Nord de Barcelone, qui comptent le plus de jardins familiaux. Ainsi, il y a actuellement à la périphérie de Terrassa 1 317 parcelles réparties sur 1,6 millions de m² (figure 1). A Sabadell, 1 128 parcelles de jardins familiaux occupent 750 164 m² de terrains dans le lit du Rio Ripoll.
- 27 Le manque d'intérêt et de considérations à l'égard des jardins familiaux prend fin dès le milieu des années soixante-dix. A cette époque, la remise en cause du « *tout urbain* », la récession économique qui s'amorce et la montée massive d'une conscience écologique au sein des sociétés urbaines, poussent les collectivités territoriales à agir. En France, cela se traduit, par exemple, par l'adoption d'une loi nationale (1976) visant à protéger les jardins familiaux de l'urbanisation. En Italie comme en Espagne, cela donne lieu à la création légale de quelques potagers urbains sur des terrains municipaux. Depuis cette période, les jardins familiaux de l'Arc Méditerranéen peinent à s'affirmer dans des contextes urbains difficiles.

Les rapports ambigus entre villes et jardins familiaux

A Marseille

- 28 A défaut de progresser, le nombre de jardins familiaux marseillais ne diminue pas depuis 1976. La loi nationale de reclassement votée cette même année explique sans doute ce fait. Obligeant la municipalité à replacer les jardins familiaux touchés par une procédure publique d'expropriation, celle-ci se traduit par un *statu quo* foncier. Pour la mairie, bien que la légitimité et l'utilité des potagers urbains ne soient jamais remises en cause, leur croissance apparaît toujours comme secondaire face au nécessaire développement urbain. Pour les associations de jardins familiaux, l'usage de terrains municipaux demeure néanmoins fondamental afin de répondre aux demandes de parcelles qui ne cessent de croître depuis le début des années 80. Compte tenu de la forte concurrence foncière et des sommes énormes qui lui sont affectées, ces groupes ne peuvent se porter eux-mêmes acquéreurs de nouvelles terres.
- 29 Actuellement, la municipalité participe à l'aménagement de 120 parcelles, et ce en remplacement des 46 lopins qui vont bientôt disparaître avec le réaménagement routier communal. Par ailleurs, la mairie affiche la volonté de soutenir l'intégration de jardins familiaux dans des programmes urbains de grande envergure : incorporation de deux groupes de potagers dans le plan de gestion du massif de l'Étoile et création de quelques parcelles le long du tracé de l'autoroute urbaine L2. Ces projets d'envergure pourraient laisser penser que désormais la commune s'engage clairement aux côtés des associations de jardins familiaux. Cependant, pour bon nombre de responsables associatifs, ces initiatives apparaissent au mieux comme des effets d'annonce destinés à donner une dimension écologique à la politique municipale, au pire comme des opérations de compensation anticipée visant à replacer, dès aujourd'hui, les collectifs de potagers appelés à disparaître demain.

A Gênes

30 Les rapports qu'entretient la municipalité de Gênes avec ses collectifs de potagers urbains semblent, en apparence, plus symbiotiques qu'à Marseille. Forte de certaines expériences tentées sur le territoire communal dans les années 70 (comme par exemple la mise en place de groupements de potagers à Voltri et à Cornigliano), la commune tend depuis 1999 à inclure ces potagers urbains aux politiques de gestion du territoire. Largement inspirée et encouragée par la puissante association environnementale « Italia Nostra », cette prise de position affiche un double objectif. Selon l'assesseur à la décentralisation, Luca Borzani, il s'agit de « *proposer une occupation sociale à la population et notamment aux retraités* » ainsi que de « *transformer en potagers urbains ordonnés des portions abandonnées ou dégradées du territoire* ». En réalité, le projet municipal aspire à remplacer par des potagers urbains légaux les formes abusives de jardins familiaux. Celles-ci sont trop souvent perçues comme de véritables agressions environnementales et paysagères, notamment en raison de leur aspect inesthétique (utilisation massive de matériaux de récupération). Le projet municipal repose donc sur plusieurs phases d'action :

- 31 1) recenser les formes abusives de jardins familiaux en vue de clarifier leur statut ;
- 32 2) mobiliser des terrains et édicter les règlements en vue de créer des jardins familiaux légaux ;
- 33 3) aménager ces jardins et contractualiser les jardiniers ;
- 34 4) transmettre la gestion et le contrôle des groupes de potagers aux circonscriptions.

35 A ce jour, la municipalité a réussi à contractualiser ou à mobiliser 228 473 m² de terrain, principalement dans les circonscriptions où se concentrent le plus de jardins abusifs (figure 2). Cette démarche est alors rendue possible par une pression foncière moins prononcée qu'à Marseille et Barcelone. D'une part en effet, la commune de Gênes perd de la population (son solde naturel est très négatif). D'autre part, le relief très prononcé qui entoure la ville restreint l'urbanisation à la seule bande côtière. De fait, à la périphérie, de nombreux terrains inexploités peuvent être utilisés pour le développement des potagers urbains municipaux.

A Barcelone

36 Des projets similaires sont également menés par de nombreuses communes de la périphérie industrielle et de la banlieue dortoir de Barcelone. Dans ce cas, le but des opérations est clairement affiché. Il s'agit d'évaluer la situation du millier de parcelles illégales établies sur chacune de ces communes afin d'en limiter les impacts négatifs, notamment en matière de paysage et d'environnement. Il est néanmoins important de souligner que ces initiatives ne coïncident ni avec une volonté de voir disparaître les jardins familiaux, ni avec des moyens de coercition employés à l'égard des cultivateurs. Quelques groupes de potagers municipaux sont même aménagés pour permettre aux jardiniers qui décident d'abandonner leur parcelle illégale d'accéder à un lopin doté de nombreux avantages, comme par exemple le raccordement au réseau d'eau municipal. Seules les faibles possibilités foncières de ces municipalités limitent la généralisation de ce type d'opération.

37 En revanche, la politique d'aménagement des *ríos*, menée conjointement par la *Deputació* de Barcelone et la *Generalitat* de Catalogne, entraîne la disparition massive de jardins

familiaux. Ayant pour but de réduire les risques liés aux crues, ce projet s'attache à transformer les lits des rivières en couloirs de promenade, dotés de pelouses et de pistes cyclables (parcs fluviaux). Il ne laisse, par conséquent, que très peu de place aux potagers urbains qui jusque là s'étaient implantés de manière privilégiée dans ces zones inondables.

- 38 Quoi qu'il en soit, à tort ou à raison, les jardins familiaux dans l'Arc Méditerranéen sont de plus en plus présentés comme des outils efficaces de lutte contre certains maux de la ville. Dès lors, leur rôle nourricier semble bien moins important que leur dimension sociale, environnementale et paysagère.

Les fonctions territoriales des jardins familiaux

Des fonctions nourricières aux fonctions productives

- 39 Pendant longtemps, à Marseille, Gênes ou Barcelone, les jardins familiaux ont eu pour fonctions initiales de soutenir l'économie familiale. Néanmoins, le rôle nourricier des potagers s'est progressivement réduit au cours des années 80-90. Il a donc presque complètement disparu du discours des porteurs de projets et de celui des jardiniers. Pour les porteurs de projets, l'idée simpliste selon laquelle la production induite par ces lopins de terre représenterait une aide substantielle à l'économie familiale est abandonnée, même si elle subsiste encore dans les propos de certains représentants des collectivités territoriales. Bon nombre de jardiniers prétendent, quant à eux, ne jamais tenir compte de l'économie que leur permettent de réaliser les jardins familiaux. Certains affirment même que ces lopins leur coûtent plus que ce qu'ils ne leur rapportent. En réalité, dans de nombreux cas, la production des jardiniers vient souvent alléger le budget alimentaire de leur famille proche. L'aide économique de ces potagers intervient donc toujours, mais de manière réduite. Le rôle productif de ces lopins n'en demeure pas moins primordial. L'intérêt des jardiniers à l'égard de leur activité se tourne aujourd'hui vers le goût et la qualité de la récolte, malgré les nombreuses pollutions qui peuvent affecter les jardins familiaux en milieu urbain. Dans ce contexte, les méthodes « naturelles » sont privilégiées : l'emploi de produits chimiques pour le traitement des plantes est quasiment exclu et le compost ou le fumier sont utilisés pour enrichir les sols.

Des fonctions sociales diversifiées

Des jardins familiaux en mutation

- 40 Les jardins familiaux sont traditionnellement tournés vers une population ouvrière au niveau de vie peu élevé. Les jardiniers sont généralement des hommes en retraite ou en pré-retraite qui viennent chercher aux jardins une manière valorisante d'occuper leur temps libre. Cette tendance est d'ailleurs fortement encouragée tant par les associations de jardins familiaux marseillais que par les règlements des groupes de potagers municipaux de Gênes et de la banlieue industrielle de Barcelone. Toutefois, il convient de noter qu'une certaine diversification s'opère au sein de ces structures collectives. D'une part, on enregistre une sensible féminisation des effectifs. D'autre part, il semble qu'une population au niveau de vie plus élevé (principalement des agents de la fonction publique) soit désormais attirée par les jardins familiaux. En effet, ces derniers se présentent comme des territoires de liberté où chacun peut trouver son agrément.

L'appropriation sociale des jardins familiaux.

41 Les jardins familiaux génèrent des pratiques diverses débouchant parfois sur des conflits d'usage entre les jardiniers. Dans ces collectifs de potagers, chacun vient chercher des plaisirs qui lui sont propres. Pour certains, c'est la culture qui prime, pour d'autres, c'est l'aspect social et communautaire qui est important. D'autres encore apprécient le loisir et la détente qu'ils procurent, notamment grâce à la présence de la cabane qui bien souvent fait office de maison secondaire. Ces critères laissent penser que les jardins familiaux nécessitent des politiques d'aménagement appropriées à chacune des fonctions qui leur sont associées.

42 *Jardins familiaux et intégration*

43 Au cours de leur histoire, les jardins familiaux dans l'Arc Méditerranéen se sont toujours présentés comme de véritables lieux d'accueil pour les travailleurs issus de migrations régionales ou d'immigrations internationales. Forts de ce passé, ils sont souvent désignés par les porteurs de projets comme des territoires d'intégration et de découvertes mutuelles. Mais force est de constater qu'aujourd'hui les populations issues de l'immigration récente (maghrébine et africaine) sont encore peu représentées dans ces groupes de potagers. Dès lors, il ne dépend que des responsables de la gestion directe des jardins familiaux de remédier à cette situation.

Réinsertion et jardins familiaux

44 Les jardins familiaux se distinguent par une pratique communautaire qui nécessite la participation de chacun et la cohésion autour d'un règlement collectif. C'est en se fondant sur ce constat que plusieurs programmes sociaux d'insertion et de réinsertion sont apparus en Europe dans les années 90. L'expérience des jardins des DENES, à Marseille, témoigne de l'attrait grandissant pour ce type d'initiative dans l'Arc Méditerranéen. Ce jardin collectif, destiné à des RMISTes, s'est installé sur un terrain municipal de 5 000 m² dans les quartiers Nord de la ville. Il a pour but de « *lutter contre l'exclusion grâce à l'agriculture et d'ouvrir des voies nouvelles pour des formations, des qualifications, des emplois et des créations d'activités* » (Alphandéry-Fabrello, 1996). Malgré ces intentions louables, cette structure a un impact limité : elle ne peut accueillir que cinq à dix RMISTes.

Les jardins familiaux à la recherche de fonctions environnementales et paysagères réelles

45 De nos jours, l'aménagement du territoire doit obligatoirement prendre en compte les préoccupations environnementales grandissantes de la population. Par conséquent, les jardins familiaux apparaissent comme de bons moyens pour concilier un aménagement cohérent avec cette attente urbaine. Parallèlement à leur fonction sociale, les jardins familiaux ont aussi une valeur environnementale et paysagère. Mais dans l'Arc Méditerranéen, cette fonction semble peu affirmée. Ces potagers urbains sont au mieux ignorés et au pire combattus notamment pour l'aspect inesthétique que revêtent leurs cabanes.

46 A Marseille, les fonctions paysagères des jardins familiaux sont quasi inexistantes. Malgré les efforts de promotion consentis par les associations, ces groupes de potagers

demeurent fortement enclos et coupés de leur environnement immédiat. Ils ne remplissent aucune fonction paysagère précise au sein du tissu urbain et restent méconnus des habitants. Des actions d'embellissement (remplacement des cabanes traditionnelles par des abris standardisés) sont tout de même entreprises par les dirigeants associatifs, mais conduisent bien souvent à une uniformisation dommageable des collectifs de potagers. En réalité, seul le rôle pare-feu de certains groupes, situés au contact de la ville et de la colline, est partiellement pris en considération par les collectivités territoriales.

- 47 A Gênes, le projet municipal de création de jardins familiaux légaux repose non seulement sur la volonté de voir progressivement disparaître les formes abusives et disgracieuses de potagers urbains, mais encore sur le besoin de standardiser une pratique sociale trop autonome.
- 48 Ce problème est envisagé de manière plus radicale dans la banlieue industrielle de Barcelone : les potagers urbains, implantés dans les zones inondables des *ríos*, disparaissent en grand nombre au profit des parcs fluviaux. Chargée des matériaux de récupération des jardins familiaux, la crue du *río Ripoll* de 1996 s'est avérée particulièrement destructrice, notamment à Ripollet où elle a partiellement démolit un pont. Dans cette municipalité, la politique d'aménagement du parc fluvial conduit à la disparition progressive des potagers urbains (figure 3). A Sabadell, 38 % (416 parcelles sur 1 128) des parcelles du *río Ripoll* ont été supprimées entre 1997 et 2000.

Conclusion

- 49 Au regard des enjeux espérés de l'agriculture urbaine, les jardins familiaux à Gênes, Marseille et Barcelone assument des fonctions territoriales mitigées. Bien qu'indéniable, leur rôle social est trop souvent mis en avant par les porteurs de projets et les collectivités territoriales qui tendent, de manière simpliste, à les présenter comme la panacée aux maux de la ville. En revanche, leur rôle environnemental et paysager est plus que négligé. Loin d'être considérés comme des infrastructures vertes à part entière, ces potagers urbains sont essentiellement critiqués voire combattus pour leurs dérives inesthétiques.
- 50 Héritage d'un passé plus ou moins proche, les jardins familiaux nécessitent, en effet, des politiques d'adaptation aux réalités urbaines actuelles ; démarches d'autant plus importantes qu'elles sont les seules à garantir la pérennité de ces potagers urbains face à la concurrence foncière. Néanmoins, qu'ils soient menés par les associations (à Marseille) ou par les collectivités territoriales (à Gênes et à Barcelone), ces projets d'aménagement conduisent au mieux à une uniformisation des groupes de potagers, au pire à leur disparition massive.
- 51 Dans ce contexte, la recherche en Géographie suscite des propositions territoriales novatrices. Se plaçant à l'échelle des relations villes/espaces agricoles intra et péri urbains, elle est complémentaire tant de l'analyse juridique des jardins familiaux que de l'étude ethnographique qui en mesure la seule dimension sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- ALPHANDERY-FABRELO P., *Vers des jardins citoyens ! Une expérience en cours*, DESS de Sciences économiques, Université de Sciences économiques de Aix-Marseille, 1996, 130 p.
- BERGERIE NATIONALE, *Les Jardins familiaux*, Rambouillet, 1996.
- CENTRE D'ESTUDIS AMBIANTALS, Estudi sobre els horts familiars i marginals al municipi de Terrassa, Barcelona, Juny 2002, 75 p.
- CHOAY F., « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », dans *La Ville, Art et Architecture en Europe 1870-1993*, Ed. C. Georges Pompidou, 467 p., Paris, Février 1994, p. 26-35.
- CONSALES JN., « Les jardins familiaux marseillais : laboratoires territoriaux d'une agriculture urbaine en Méditerranée », dans *Méditerranée*, n° 3-4, Aix-en-Provence, 2000, p. 81-88.
- DONADIEU P., *Campagnes Urbaines*, Ed. Actes Sud/Ecole Nationale Supérieure du Paysage, Arles, 1998, 218 p.
- FLEURY A. et DONNADIEU P., « De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine », dans *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 31, Versailles, août 1997, p. 45-61.
- HERVIEU B. et VIARD J., *Au Bonheur des campagnes (et des provinces)*, Ed. l'Aube essai, la Tour-d'Aigues, 1996, 156 p.
- ITALIA NOSTRA, *Orti Urbani, una risorsa*, Ed. Franco Angeli Editore, Milano, 1982, 475 p.
- VAN OORT G., « L'agriculture de loisir, une nouvelle forme d'utilisation de l'espace ? Le cas de la frange urbaine de la ville d'Utrecht », dans *Bulletin de la Société de Géographie Française*, 71 (2), Paris, 1994, p. 135-143.

RÉSUMÉS

Face aux enjeux potentiels de l'agriculture urbaine, les jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone peinent à s'affirmer dans des contextes urbains complexes. Dès lors, leurs fonctions réelles semblent mitigées : tandis que leur rôle social est souvent surestimé, leur dimension environnementale et paysagère demeure largement négligée.

Given that urban agriculture is potentially at stake, allotments in Marseille, Genoa and Barcelona struggle to assert themselves in complex urban contexts. Consequently, their real function seems mitigated : whilst their social role is often over estimated, their environmental and landscaped significance remains largely neglected.

Frente a los pormenores potenciales de la agricultura urbana, los huertos urbanos y familiares de Marsella, Genova y Barcelona precisan para afianzarse en una compleja metrópolis. La función de estos mismos no parece ser bien precisa : mientras que el rol social es a menudo sobrestimado, la dimensión en el medio ambiente y el aspecto estético permanece ampliamente desconsiderados.

Di fronte ai tutti i particolari potenziali dell'agricoltura urbana, gli orti urbani di Marsiglia, Genova e Barcelona hanno difficoltà ad affermarsi nell complesso contesto urbano. La loro

funzione non sembra molto chiara : mentre che il ruolo sociale è spesso sopravvalutato, la dimensione ambientalistica rimane largamente trascurata.

INDEX

Mots-clés : environnement, géographie, territoire, urbanisation

Index chronologique : Époque contemporaine

Index géographique : Europe méridionale, Espagne, Italie, Gênes, Marseille, Barcelone